

Feisons comme eux I



Presque un mois après le début de la grève générale en Guadeloupe, et alors que le mouvement a gagné la Martinique depuis bientôt deux semaines, le gouvernement et le patronat manœuvrent, jouent la montre et refusent toujours de satisfaire les revendications.

Soutenus par toute la population, par des manifestations les plus grosses jamais vues là-bas, les grévistes exigent une baisse générale des prix et l'augmentation des salaires: 300 € pour tous en Martinique, 200 € en Guadeloupe. Leurs représentants ont réaffirmé les exigences du mouvement, en rejetant au passage la démarche des responsables du Parti socialiste, qui demandaient que la grève soit «assouplie» en échange de miettes (en Guadeloupe, les présidents PS du conseil régional et du conseil général offraient une prime de 100 euros pendant trois mois pour les salariés touchant moins de 1.4 SMIC...)

La situation aux Antilles a ses particularités. L'économie y a en effet gardé l'essentiel des anciennes structures coloniales. Elle est contrôlée par les « békés », descendants des colons blancs esclavagistes, qui font des profits fabuleux grâce à leur monopole des exportations et importations avec la France.

Mais il y a aussi énormément de points communs. Aux Antilles, à la Réunion, en métropole, comme partout, les privilégiés veulent nous faire payer leur crise. C'est cette politique, pilotée par Sarkozy et le Medef, qui rend la situation de plus en plus insupportable, et oblige les salariés à entrer en lutte pour défendre leurs conditions d'existence.

« Que les ouvriers de France reprennent notre combat »

Une première manifestation de soutien a été organisée le 16 février à Paris, à l'initiative du NPA et d'autres organisations. Une seconde est convoquée le 28 par les associations antillaises avec le soutien de nombreuses organisations syndicales et politiques. Les directions des confédérations syndicales devraient, auraient dû depuis plusieurs semaines être à l'initiative d'actions concrètes : collectes, rassemblements, débrayages... – afin d'aider à faire triompher la grève générale aux Antilles. Parmi les grévistes des universités. L'idée se concrétise.

Etre solidaire des travailleurs et des peuples de Guadeloupe et de Martinique, c'est aussi renforcer nos propres luttes et revendications.

Comme l'a indiqué Alex Lollia, un des dirigeant du syndicat guadeloupéen Centrale des travailleurs unis (CTU): «le gouvernement craint que les mots d'ordre de la Guadeloupe et de la Martinique soient repris par les camarades ouvriers de France et que celle-ci, soit, elle aussi, paralysée, ce qui aurait des répercussions dans toute l'Europe. Nous tenons bon dans l'attente que les ouvriers de France reprennent notre combat. » Il a mille fois raison! A partir des luttes qui se développent, en tissant tous les liens, locaux, régionaux et nationaux, interprofessionnels, entre public et privé, rien n'est plus urgent que de construire la généralisation de la grève.

Face à un gouvernement et à des patrons qui ne veulent rien entendre, la meilleure solidarité, ce serait bien de reprendre l'exemple des Antilles, en construisant le rapport de forces pour imposer les revendications urgentes et ouvrir une issue à la crise conforme à l'intérêt des classes populaires.

16 février 2009. S

Pour prendre contects Envoyez vos coordonnées ecrire@npazoo9.org

adresse Tel : Mail : Nous sommes des milliers de travailleur-se-s, avec ou sans emploi, avec ou sans papiers, des jeunes, des retraité-e-s, des précaires, des militant-e-s politiques, associatifs, syndicaux, nouveaux ou anciens. En réponse à l'appel d'Olivier Besancenot, nous avons fondé le Nouveau Parti Anticapitaliste. Nous voulons rassembler dans ce parti toutes celles et tous ceux qui veulent en finir avec le capitalisme. Nous appelons à construire toutes et tous ensemble une gauche qui ne renonce pas, une gauche de combat pour changer le monde.